

ÉDUCATION • ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2024

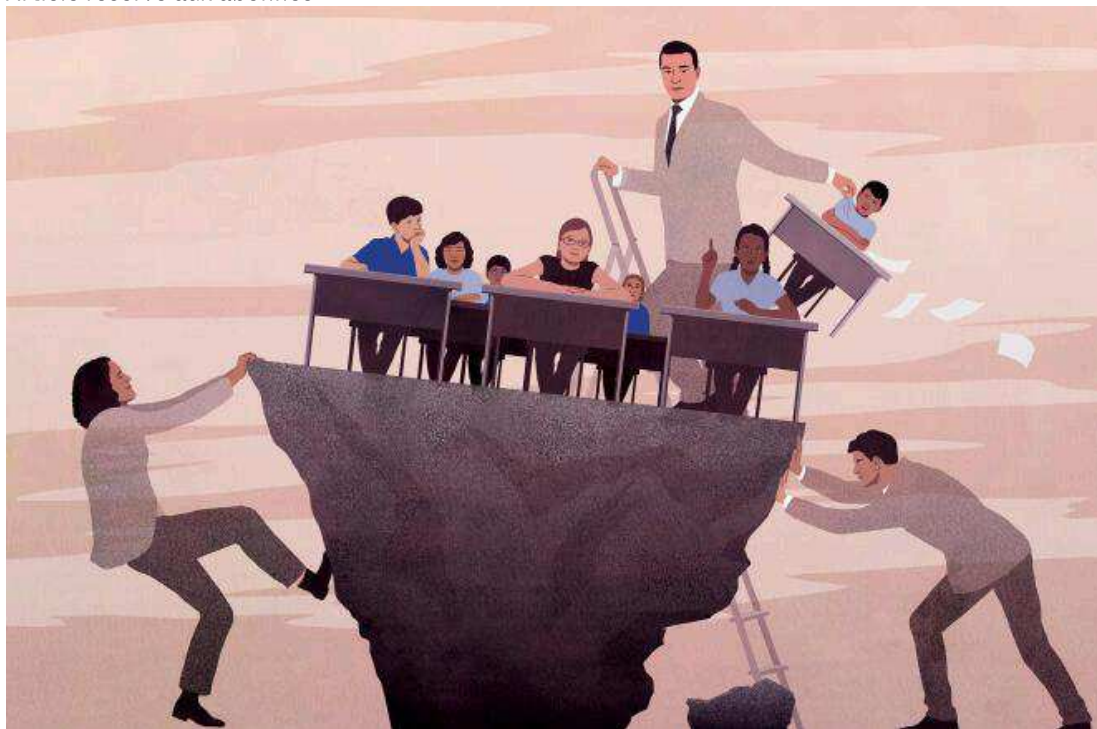
## Législatives 2024 : l'école, un terrain d'affrontement idéologique ?

« Questions de campagne ». Les projets pour l'éducation des principaux partis dessinent des modèles d'école et de société très différents. Le Rassemblement national s'inscrit en rupture avec les valeurs qui sous-tendent les politiques éducatives menées depuis des décennies.

Par Eléa Pommiers

Publié aujourd'hui à 05h37 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



YASMINE GATEAU

Dans les thèmes dominant la campagne législative, l'éducation arrive bien après le pouvoir d'achat, la sécurité, le travail, le logement, ou encore l'immigration. Comme à chaque élection, l'école est pourtant l'un des principaux champs de bataille idéologique sur lesquels s'expriment les clivages

politiques entre les forces en présence. Derrière la litanie des mesures déclinées par les principaux partis pour le scrutin qui aura lieu les 30 juin et 7 juillet se dessinent ainsi des projets différents, voire divergents.

**Lire aussi | [Législatives 2024 : retrouvez le débat entre Gabriel Attal, Manuel Bompard et Jordan Bardella sur le pouvoir d'achat, le climat, l'immigration...](#)**

Sur la scène politique, un parti porte un programme en rupture avec les politiques éducatives menées depuis des décennies : le Rassemblement national (RN), arrivé largement en tête des élections européennes du 9 juin, et allié à une partie de la droite. Pour l'ancien Front national (FN), il s'agit de répondre à l'« *effondrement du niveau* » en « *restaur[ant] l'école publique dans son exigence* » et en provoquant un « *big bang de l'autorité* » dès la rentrée 2024, par plusieurs mesures détaillées lundi par le président du parti, Jordan Bardella.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

D'autres n'ont pas été inscrites dans le programme mais ont été exposées au *Monde* par Roger Chudeau, référent éducation au RN. Le parti souhaite par exemple resserrer le périmètre de l'éducation prioritaire aux seuls établissements du réseau renforcé (REP+), situés dans les quartiers les plus défavorisés. « *Ils auront des moyens et des marges de manœuvre pédagogiques pour répondre à la mission de l'école : une mission d'assimilation, d'élévation des élèves au rang de citoyen français, pas citoyen du monde* », expose celui qui est aussi un ancien inspecteur général.

Le RN souhaite, par ailleurs, réformer la formation des professeurs, dont l'université serait écartée, « *revaloriser les enseignants* », et promet de garantir leur liberté pédagogique ainsi que les libertés académiques dans l'enseignement supérieur. Mais il entend aussi insister sur le « *principe de neutralité* » des agents. « *Il ne faut pas confondre opinion et connaissances* », fait valoir Roger Chudeau, évoquant notamment le « *genre* » ou le « *wokisme* ». « *A l'école, on est là pour apprendre ce qui est prévu au programme, défini par le gouvernement, pas pour débattre* », déclare aussi l'ancien député.

### « Former des “patriotes” »

« *Depuis la création du FN, le programme éducatif du parti repose sur trois piliers qui, réunis, font sa spécificité au sein du paysage politique* », explique Ismail Ferhat, professeur en sciences de l'éducation à l'université Paris-Nanterre, auteur [d'un récent article sur le programme du FN](#), devenu RN, pour l'école.

Les propositions politiques du parti sont marquées par un « *discours décliniste* » ainsi que par une « *obsession pour un noyau limité de matières dites “fondamentales” qui servent à former des “patriotes”* ». L'histoire, avant tout envisagée comme un récit national, y occupe une place centrale. Le parti de Jordan Bardella se distingue surtout, en matière éducative, par son opposition historique à la massification et à la démocratisation scolaire. « *Tous les partis de gouvernement sous la V<sup>e</sup> République ont partagé un élément fondamental : la massification de l'école est positive. Le seul qui est contre, c'est le RN, depuis la création du FN en 1972* », explique le chercheur.

Le parti annonce ainsi la fin du collège unique, créé en 1977, remplacé par un collège « *modulaire* » au sein duquel les adolescents pourraient être orientés vers la voie professionnelle avant la 3<sup>e</sup>, conduisant de fait à une séparation des élèves durant une partie de leur scolarité obligatoire. Un examen d'entrée en 6<sup>e</sup> serait également créé, précise Roger Chudeau, le brevet ferait office d'examen pour intégrer le lycée et le baccalauréat redeviendrait un examen terminal, dont les notes seraient seules prises en compte dans Parcoursup.

**Lire aussi : [Brevet des collèges : la réforme de Gabriel Attal ou le choix d'une rupture avec l'histoire d'un examen vieux de 76 ans](#)**

Face à ce qu'il qualifie de « *projet de division* », le Nouveau Front populaire, alliance des partis de gauche, défend « *une école de l'émancipation, l'égalité entre les élèves et voit en chacun d'eux un individu capable de s'améliorer* », selon les mots de Paul Vannier, ancien député La France insoumise du Val-d'Oise. Le programme prévoit une abrogation immédiate du « choc des savoirs » voulu par le premier ministre Gabriel Attal, qui instaure notamment des groupes « de niveau » ou « de besoin » en mathématiques et français au collège. Une politique dénoncée par les syndicats enseignants et la gauche comme ouvrant la voie à un « *tri social des élèves* ».

## « L'école pour tous »

Du reste, ce programme s'inscrit dans la tradition de gauche de « priorité à l'école », notamment en termes de moyens : gratuité totale (cantine, transports, fournitures...), revalorisation des enseignants, limitation des effectifs de classe à dix-neuf, embauche de personnels médico-éducatifs, démocratisation de l'université et suppression de Parcoursup... Il est également le seul à évoquer l'enjeu de la mixité sociale dans le système éducatif, en modulant les financements des établissements, y compris privé, à cette fin, là où les autres formations défendent la liberté laissée à l'enseignement privé.

**Lire aussi | [L'enseignement privé, un système parallèle en mal de régulation](#)**

Une feuille de route qui rejoint largement les revendications des acteurs de l'école, mais qui se heurte aux interrogations quant à son financement et aux [écueils du recrutement des enseignants](#). Ce programme, mis sur pied en quatre jours autour de principes à même de réunir tous les partis de gauche, ne dit par ailleurs rien des sujets de clivage habituels entre eux, remarque Ismail Ferhat : « *Quelle position sur la réforme du collège, la laïcité, la décentralisation ?* »

Quant à la coalition de la majorité actuelle, Ensemble pour la République, dont Gabriel Attal est le chef de file, elle s'inscrit dans la lignée du projet de l'école d'Emmanuel Macron, d'inspiration libérale, et promet de mener à terme les réformes portées depuis près d'un an par celui qui fut ministre de l'éducation nationale avant de passer à Matignon : celle de la [formation des enseignants](#), celle de la [voie professionnelle](#) ou encore les mesures du « choc des savoirs » – toutes décriées par la majorité de la communauté éducative.

**Lire aussi | [Des « groupes de niveau » aux « groupes de besoins » : un compromis politique, une incertitude pédagogique](#)**

Gabriel Attal, en tant que ministre de l'éducation puis premier ministre, a choisi [d'écumer les thèmes de prédilection](#) de la droite et du RN, en axant sa communication sur l'autorité, la laïcité, décrétant la « *fin du collège uniforme* » pour répondre à l'« *urgence nationale du niveau* », rendant le brevet obligatoire pour passer en seconde ou expérimentant l'uniforme. Mais Ensemble pour la République revendique son opposition franche au projet d'extrême droite qui « *veut démanteler l'égalité des chances* ».

« *Le RN veut la fin des REP [réseaux d'éducation prioritaire] ; nous les avons renforcés. Il veut la fin du collège unique ; nous n'avons jamais voulu le remettre en cause, nous voulons permettre à tous les élèves d'y réussir à leur rythme* », défend Rayan Nezzar, ancien conseiller de Gabriel Attal à Matignon et coordinateur du programme de la coalition. Il distingue ainsi son opposition au programme d'extrême droite, fondé sur un antagonisme des socles de valeurs, et celle à l'alliance de gauche, qui repose sur un désaccord sur les mesures et les orientations. « *Nous critiquons le programme de la gauche qu'on estime notamment pas finançable, mais je considère que nous partageons un projet de société commun de l'école pour tous que le RN menace* », juge le haut fonctionnaire.

## « Service public d'éducation »

« *Les discours sur l'école sont un marqueur, un terrain de communication pour toucher telle ou telle frange de l'électorat mais, dans la pratique, les politiques publiques sur l'école des grands partis de gouvernement se sont inscrites dans une certaine continuité* », observe Ismail Ferhat. En cas de victoire

aux législatives, l'arrivée du RN à Matignon pourrait donc constituer un tournant majeur pour l'éducation nationale.

**Lire aussi |** [Comment le système scolaire est devenu dépendant des heures supplémentaires](#)

Les acteurs de l'école s'en inquiètent, et la majorité des syndicats a appelé à barrer la route de l'extrême droite. Pour la première fois de son histoire, la FSU, première fédération de l'enseignement, a même choisi d'apporter son soutien officiel au projet du Nouveau Front populaire. *« C'est le modèle scolaire et démocratique de l'école publique qui accueille tout le monde et vise à faire grandir tous les élèves ensemble qui est en jeu, insiste Sophie Vénéitay, du SNES-FSU. Sans compter que le programme politique du RN passe complètement à côté des enjeux du service public d'éducation et de la crise qu'il traverse. L'école publique est à un point de bascule, si le RN est élu, elle ne s'en relèvera pas. »*

Fait inédit à l'éducation nationale, quelque 2 500 cadres ont signé une pétition affirmant qu'ils *« n'obéir[aient] pas »* et ne *« ser[aient] pas les exécuteurs d'une politique contraire aux principes qui fondent [leur] attachement au service public d'éducation »*.

**Eléa Pommiers**

---

## Le Monde Ateliers

Découvrir

### Cours du soir

Immersion dans l'économie du crime

### Cours du soir

Comment regarder un tableau

### Cours en ligne

De Maria à Diva, l'Opéra à travers la Callas

Voir plus